PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

Journal de Syrie

N° 27 du 27.11 au 15.12.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

Bachar El Assad, sur le volcan Proche-Oriental.

Hillary Clinton va rencontrer des opposants syriens, à Genève.

La France fournit à l'"ASL" du renseignement satellitaire, sur les positions de l'armée syrienne

Louis Denghien : A défaut d'intervention… Sarkozy prépare la guerre civile en Syrie.

Israël appelle la Russie à revoir sa diplomatie !...

Mère Agnès-Mariam de la Croix : La guerre contre la Syrie, planifiée par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni a été stoppée in extremis…

1 Syrie : Politique

La Syrie a «répondu positivement» au plan arabe.

Un responsable turc: les politiques d'Erdogan envers la Syrie servent l'étranger!!!

Des Canons ... pas du beurre

Russie

Moscou accuse l'Onu d'ingérence dans les affaires intérieures de la Syrie.

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

2-0 Wesbter Tarpley à Homs

2-1 Claude Beaulieu : La Syrie calomniée par les médias du système : conditionnement des esprits pour une nouvelle guerre impérialiste.

2-2 Karbalaqsa : Propagande anti-syrienne sur Arte.

2-3 Karbalaqsa : Syrie : Contre enquête : Le reportage de Sofia Amara mis en question.

2-4 Thierry Meyssan : Mensonges et vérités sur la Syrie.

Tiré à part

Bachar El Assad, sur le volcan Proche-Oriental.

Propos recueillis par Jean-Michel Vernochet

jeudi 8 décembre 2011

2 février 2006.

Sur un ciel de traîne se détache le Palais du peuple, sorte de dalle coiffant une colline dénudée surplombant Damas. L'arrière du palais s'ouvre sur un hall immense aux murs nus et clairs le long desquels se détachent des hommes en noir. Au centre, un large tapis rouge trace une allée montant par degrés successifs vers le salon présidentiel dont les baies vitrées dominent la ville. Bachar el Assad, grand mince, presque frêle, attend ses hôtes.

L'homme n'est en rien empreint de l'apparente timidité qu'il sembla afficher au cours d'un entretien accordé à CNN et où il s'était soumis, presque de trop bonne grâce, aux questions incisives de la journaliste vedette Christiane Ananpour. Très affable, il répond librement et très directement aux questions que sont venus lui poser un groupe d'intellectuels français 1 soucieux de témoigner en toute indépendance des difficiles progrès de la démocratie syrienne dans le contexte d'une crise aiguë et générale du Proche-Orient.

Fils d'Hafez el Assad, Bachar accède la présidence en juillet 2000 à l'issue d'un referendum. Plébiscité par la volonté populaire, il entreprend un difficile processus de modernisation du pays. Ouverture au monde qui passe inéluctablement par la réforme de structures institutionnelles rigides établies avec la Guerre froide et un demi-siècle d'état de belligérance avec Israël. Depuis 1948 et l'occupation des hauteurs du Golan en 1967, les deux États sont en effet restés en guerre, au moins officiellement.

Bachar, né à Damas le 11 septembre 1965, se destine tout d'abord à l'exercice de la médecine et non à celui du pouvoir. Il aborde ses études à l'école franco-arabe de Damas ; jeune médecin ce n'est pas en France (parce qu'étranger) qu'il trouve la possibilité d'acquérir un diplôme d'ophtalmologie de valeur identique à celui obtenu par les nationaux ! Il achève donc sa spécialisation à Londres où il oublie quelque peu sa pratique de la langue française, idiome d'ailleurs aujourd'hui largement supplanté en Syrie par l'anglais.

1963, le Baas, parti à la fois social et nationaliste panarabe, prend le pouvoir en Syrie à l'occasion d'un coup d'État. À la suite de la guerre dite des Six jours de 67, Hafez el Assad bouscule en novembre 70 la faction prosoviétique et prend les commandes. À Partir de là le clan alaouite auquel il appartient va régner sans réel partage sur les destinées de la nation syrienne. Les Alaouites classés par commodité dans la famille des musulmans chiites professent en réalité un syncrétisme religieux dont certains aspects ne sont pas très éloignés du christianisme.

À la mort accidentelle de son fils aîné Bassel en 94, Hafez demande à Bachar de rentrer. Il parvient à faire accepter à la direction du Baas le principe d'une transmission du pouvoir à son fils cadet, évinçant du coup de la succession le vice-Président Khaddam. Le même qui depuis a rejoint l'opposition et trouvé en juin 2005 refuge à Paris d'où il dénonce maintenant à la vindicte internationale ses anciens amis.

Dès novembre 99, se substituant à son père atteint par la maladie, Bachar assume des responsabilités d'État et se rend ainsi à Paris pour y rencontrer Jacques Chirac. Aussitôt élu, Bachar entreprend une libéralisation économique et politique. Les prisons se vident de leurs opposants au régime et l'état d'urgence qui règle la vie du pays depuis 1963 est levé. Mais le Printemps de Damas est de courte durée en raison des oppositions, celle de la vieille garde en particulier, où le président Khaddam exerce toujours une forte et décisive influence.

En mai 2001, Bachar accueille Jean-Paul II à Damas et désavoue l'invasion de l'Irak alors même que son père avait en 1990 rejoint la coalition occidentale pour la première guerre du Golfe. À partir de là Bachar ne trouvera plus grâce aux yeux de Washington qui déclenche contre le régime baasiste un tir de barrage accusatoire qui n'est pas sans rappeler l'argumentaire utilisé pour diaboliser Bagdad avant l'assaut final.

La Syrie, en tête de liste des États susceptibles de soutenir le terrorisme, est accusée pêle-mêle d'abriter les armes de destructions massives, les siennes ou celles exfiltrées par Saddam, de soutenir la guérilla du Hezbollah au Sud Liban, de laisser passer des armes à destination des résistances irakiennes... Tant et si bien que la France, qui souhaite revenir dans le giron atlantique et peut-être aussi conserver une ombre d'influence dans les affaires du Levant, prend l'initiative de la Résolution 1559.

Votée par le Conseil de Sécurité le 2 septembre 2004, la R.1559 enjoint la Syrie d'achever le retrait déjà amorcé en juin 2001 de ses troupes du Liban où les occidentaux l'y avaient tacitement installé à la fin de la guerre civile libanaise avec la signature des accords de Taëff en 1989. Fin avril 2005 la Syrie a rempli ses obligations à l'égard de la Communauté internationale mais n'en a pas fini pour autant avec les procès d'intention. Le « loup américain », l'expression de fraîche date est de Vladimir Poutine lui-même, renvoie toujours et encore l'accusé Bachar à ses supposées turpitudes.

L'assassinat de l'ex-premier ministre libanais Rafic Hariri en février 2005 va sonner l'hallali. Le pouvoir syrien ne pouvant être qu'automatiquement coupable, l'attentat va doper la machinerie judiciaire mise en place pour instruire le procès à charge contre la République arabe syrienne, baasiste pour son plus grand malheur comme l'était sa voisine l'Irak. Or, une seule crainte unit aujourd'hui toutes les composantes de la société syrienne : que l'Occident n'ouvre en Syrie, comme il en a le génie, l'un de ses chantiers démocratiques qui font merveille en Afghanistan et tout à côté, en Irak !

Une Commission d'enquête pilotée par l'Allemand de Mehlis est chargée d'établir l'implication directe du régime dans le meurtre d'Hariri. Cela ne va pas cependant sans difficulté : alors que les témoins se multiplient, et parmi eux l'ex-vice-président Khaddam, le principal témoin est convaincu de mensonge et finit par avouer avoir été acheté pour impliquer le premier cercle du pouvoir syrien. Conséquence, le rapporteur de l'enquête internationale démissionne, exit de Mehlis. Mais le mal est fait, le doute est durablement installé et le pitt-bull américain ne lâche plus prise espérant parvenir à susciter à Damas l'une de ces révolutions oranges qui jouent sur le velours, épargnant la vie des boys et les dollars des contribuables de l'Oncle Sam.

Dans ce contexte, le Président Bachar el Assad montre le visage d'un dirigeant conscient de ses responsabilités envers le peuple syrien. Ceci dans une conjoncture particulièrement difficile, au voisinage d'un Irak en proie à un chaos où les pertes quotidiennes d'une coalition qui se délite avec le départ des Italiens, atteint des niveaux inédits, enrageant une Administration américaine qui, n'acceptant pas de perdre la face, choisira peut-être une mortelle fuite en avant.

Comment caractériser la conjoncture actuelle ?

BEA. Nous vivons une période critique pour la Syrie et le Proche-Orient tout entier et au-delà, pour l'Europe. Le problème est qu'en politique les élites vraies ont disparu. Ce pourquoi l'affrontement se rencontre plus fréquemment que le dialogue.

J'avais déjà insisté sur cet aspect des choses dès avant le 11 Septembre. Nous nous trouvons maintenant à une dangereuse croisée des chemins. Beaucoup n'ont pas voulu voir que nous arrivions à un carrefour particulièrement dangereux, ils ont préféré garder la tête sous le sable en adoptant la politique de l'autruche et ne rien voir venir. Mais maintenant, nous sommes bien obligé de nous rendre aux évidences. Nous devons en conséquence éviter la langue de bois, un langage propre aux politiciens, et accepter de voir les choses telles quelles. De les regarder en face, d'affronter les réalités du terrain sans faux-fuyant. Je le disais déjà il y a un an et demi au Premier Ministre espagnol [Aznar], la question ne se pose pas de savoir si vous percevez le Hamas comme « terroriste » ou non, il s'agit d'être concret, pragmatique, de considérer les faits et les hommes qui pèsent et agissent, car il sera autrement impossible d'aboutir à la paix. La paix ne saurait être conclue qu'avec les forces réelles, celles qui sont à l'œuvre sur le terrain politique, diplomatique, militaire. Si ce message avait été entendu, la situation ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui.

Nous sommes effectivement de plein pied dans un nouvel ordre mondial de la communication dominé par une perception subjective ou une lecture partielle des événements ?

BEA. Certes, nous vivons un nouvel ordre médiatique, visible depuis le début des années 90 et nous ne nous y sommes pas encore complètement adaptés. Ou plutôt nous n'avons pas consenti l'effort nécessaire pour nous y insérer. C'est là [pour nous Syriens] l'un de nos points faibles.

Avant 1990, nous ne ressentions pas de façon aussi aiguë la nécessité de communiquer avec le monde extérieur [au monde arabe]. Développer l'outil de communication ave les autres cultures ne nous semblaient pas indispensable, nous vivions sur l'acquis [allusion aux liens culturels et linguistiques avec la France, entre autres], les choses allaient d'elles-mêmes. Depuis nous avons accumulé du retard. Un retard que nous essayons à présent de combler.

Nous voyons qu'avec les journalistes comme avec les médias, il faut comprendre la terminologie de l'autre, sa façon de penser. À ce propos, je constate que le fossé d'incompréhension [qui s'est] creusé entre nous et les Etats-Unis est plus profond qu'avec l'Europe. Plus d'ailleurs avec l'Europe du Nord qu'avec l'Europe du Sud, l'Europe de l'Orient et de la Méditerranée.

Nous assistons par conséquent actuellement à une accumulations d'effets négatifs dont l'incidence se fait sentir sur l'ensemble du Proche-Orient, mais aussi surtout chez nous. Cela est du en grande partie à un déficit de communication entre nous [arabes et occidentaux]. Pour pallier cela, nous avons engagé l'âpre, la difficile bataille de la communication parce qu'il faut bien admettre que, pour des raisons multiples, les médias ne comprennent pas notre point de vue, notre logique et à cause de cela, n'assurent pas convenablement leur fonction de transmission de l'information.

Le journaliste, l'intellectuel, sont des médiateurs. Le journaliste prend l'information telle quelle, sous sa forme brute, non élaborée, immédiate. L'intellectuel l'analyse, il raffine l'information pour en dégager le sens le plus objectif possible. Tout deux sont nécessaires pour renouer un dialogue des cultures vital

pour la paix et le développement, avec au bout le nécessaire dialogue entre les décideurs politiques et les gouvernements.

Vous dites « dialogue des cultures » là où aujourd'hui la tendance est à évoquer le choc des civilisations ?

BEA. Je crois qu'il faut établir des mécanismes de dialogue entre les cultures et non entre les civilisations, ceci pour la simple raison que nous appartenons tous, Orient et Occident, à une seule et même civilisation, la civilisation humaine. Nous possédons donc en principe des bases communes pour construire ce dialogue ou pour le relancer.

Il existe cependant des conditions à ce dialogue des cultures. Il faut tenir compte de l'histoire des hommes qui façonne leur vision des choses et du monde. Par le passé, nous avons réussi à établir et maintenir le dialogue entre musulmans et chrétiens qui autrefois luttèrent côte à côte à l'occasion des croisades. En 1029 Richard Cœur de Lion combattit aussi bien les Arabes chrétiens que musulmans. Ce qui explique que dans notre mémoire historique il n'y ait pas d'opposition de statut ou de nature entre Chrétiens et Musulmans.

C'est également pour cette raison que le système laïc s'est aussi facilement imposé [en Syrie avec en 1977 l'instauration du régime baassiste]. Ce pourquoi nous récusons formellement la terminologie associée au prétendu « choc des civilisations » qui crée un état d'esprit délétère, celui de ces prétendues nouvelles croisades des temps modernes. Trouvons donc ensemble des bases pour réengager le dialogue des cultures et des hommes. Pour notre part nous y sommes prêts, nous l'attendons.

Un dialogue en perte de vitesse avec la France ?

BEA. Deux points me semblent importants concernant les relations franco-syrienne. Les relations politiques sont actuellement détestables, mais excellentes dans tous les autres domaines. La France joue un rôle déterminant en Europe et important sur la scène internationale. Or, la dégradation de nos relations est essentiellement liée à la personne de M. Chirac parce qu'il était lui-même très lié à M. Hariri, lequel de son côté, il faut le rappeler, était très proche de nous, syriens.

Avant l'assassinat de M. Hariri, la relation entre nos deux pays était direct. Elle ne passait ni par le Liban, ni par M. Hariri. Elle n'était pas tributaire des fluctuations de la conjoncture politique. De la même façon, aujourd'hui ces liens ne peuvent exister ni avec la France, et à travers elle avec l'Europe, en faisant constamment du « yoyo » en fonction de la situation au Liban ou des états d'âme des uns ou des autres.

Sous Mitterrand de nombreux points de désaccords étaient apparus, la relation n'était pas chaude mais nous respections la personne de M. Mitterrand. Nos relations n'étaient alors pas liées à des questions de personnes, encore moins à la personne du président. En Europe, la France occupait alors une position déterminante. Ses orientations guidaient et même s'imposaient à l'Europe, notamment par sa défense de l'indépendance des États et des peuples, par celle du principe souveraineté.

À présent ni la France, ni l'Europe ne sont plus présentes sur la scène du Proche-Orient. La France s'est affaiblie et ces dernières années son influence a même diminué en Europe. Une Europe qui a entrepris de commercialiser la politique américaine dans la région. Nous devons faire le constat qu'il n'existe plus de politique européenne spécifique, indépendante de la politique des Etats-Unis. Surtout dans le domaine de la paix où l'Europe n'a plus le rôle moteur qu'elle devrait ou qu'elle pourrait tenir.

Cependant, indépendamment de ces circonstances peu propices, nous nous sommes efforcés de préserver la qualité des échanges culturels, scientifiques et techniques, cela bien que certains pensent que l'influence culturelle française est en pleine régression. Malgré cela, j'ai moi-même pris la décision d'intégrer les instances de la Francophonie. Le français est en effet la deuxième langue enseignée dès le

lycée, avec l'anglais,. Et bien, notre demande d'association à la Francophonie, s'est heurtée aux réticences du gouvernement français.

Je crois finalement que dans le domaine culturel nous assistons à une démission générale. Plus personne ne s'intéresse vraiment à la culture aujourd'hui dominée par la toute puissante industrie hollywoodienne. Si les liens culturels se distendent, peut-être le renforcement des échanges économiques pourraient-ils s'y substituer afin de contribuer à une meilleure connaissance réciproque des hommes et de leur culture ?

Vous pensez ainsi que les échanges économiques pourraient se substituer aux liens culturels ?

BEA. Nous préférerions tirer nos modèles de l'expérience européenne mais nous devons nous rendre à l'évidence qu'il existe une hégémonie de la culture américaine et, ces dernières années, une absence de plus marquée de la culture proprement européenne et française. La France n'a pas su tirer parti pour exporter sa langue et sa culture et à travers elle, sa vision du monde, de l'extension planétaire d'Internet.

Si je tire une leçon de mon expérience personnelle, ma deuxième langue était le français, mais lorsque j'ai voulu achever en France des études de médecine commencées en Suisse pour me spécialiser [en ophtalmologie], je ne me suis vu offrir en tant qu'étranger qu'un diplôme de deuxième catégorie, c'est-à-dire de moindre valeur universitaire. Je suis donc allé achever ma spécialité à Londres. Il faut être lucide : la culture américaine occupe à présent la place laissé vacante par la France. Et puis la logique économique pousse naturellement à parler la langue internationale du commerce et des échanges. Nous parlons la langue de ceux avec qui nous traitons, ce qui d'ailleurs a déjà incité certains, ici en Syrie à apprendre le chinois.

Renforcer les relations économique suppose une libéralisation de la société syrienne dans son ensemble ?

BEA. Nous avons, il y a cinq ans déjà, engagé un processus de libéralisation de la société syrienne. La libéralisation de la vie politique accompagnant une libéralisation dans tous les autres secteurs de la vie publique. Ce processus tient évidemment compte des réalités sociales, culturelles, historiques de la Syrie. La première étape a consisté à engager le dialogue intérieur, processus qui a conduit à la création de groupes d'opposition. Ceci ayant abouti, au cours une seconde étape, plus récente, à la création de partis et à la rédaction d'une nouvelle loi électorale porteuse d'un vision nouvelle du devenir de la société syrienne. Ce processus de réforme relève d'une conception globale pour notre transformation sociale, aussi bien politique qu'économique. Pour l'accomplir, dans le contexte difficile qui est le nôtre, j'attendais le soutien de l'Union européenne. Il y a eu bien sûr des applaudissements, mais je n'ai rien vu venir d'autre !

Quel est l'état d'avancement de ces réformes ?

BEA. La nouvelle loi est prévue depuis trois ans maintenant, mais nous avons engagé le processus de réforme avec deux années de retard et il avance lentement, principalement en raison de l'instabilité internationale de puis le 11 Septembre et depuis, à cause de la guerre à nos frontières, en Irak.

Je ferai observer que le discours occidental prône la démocratie mais que les faits sont la plupart du temps en contradiction avec les intentions et les déclarations. Pensez au camp de concentration de Guantanamo, au cent mille victimes de la guerre – pour la démocratie – en Irak, à l'Afghanistan... Quant à l'Europe, elle s'immisce indûment dans les affaires d'autrui, par exemple au Liban ! N'oubliez pas que la Syrie est au cœur de la tourmente depuis un demi siècle et que les ingérences occidentales sont toujours étrangement unilatérales.

Car, quand la France s'occupe des détenus politiques dans les prisons syriennes, elle oublie de se préoccuper du sort des 500 000 réfugiés [en Syrie] chassés de leur terre. Nous avons également souffert de l'extrémisme [religieux], auquel nous avons été durement confrontés il y a vingt quatre ans 2. Et nous

sommes d'accord pour dire que la démocratie ne peut aller de paire avec le radicalisme et le fanatisme. Nous souhaitons des partis laïcs, mais la réalité est autre [les Frères musulmans sont aujourd'hui à nouveau la seule force organisée face au pouvoir baasiste]. C'est pour ces raisons que nous ne pouvons entièrement suivre nos désirs. La loi qui verra le jour sera moins libérale que celle que nous aurions souhaitée parce que nous devons impérativement tenir compte de la réalité. Il est essentiel de parler de démocratie, mais il faut aussi tenir compte des faits. Et les faits sont têtus, il faut admettre qu'ici, dans la région et en Syrie, la démocratie soufre terriblement de la guerre. La démocratie ne peut se construire que dans un environnement apaisé, dans la stabilité et les relations de confiance réciproque.

La démocratisation passe également par les libertés économiques ?

BEA. Nous avons adopté un modèle que nous appelons l'économie sociale de marché. L'économie de marché est bien entendue fondée sur l'offre et la demande ; quant à la dimension sociale de notre politique économique, elle concerne l'aide que l'État doit prodiguer aux classes les plus démunies. L'État intervient également pour garantir et assurer le respect des droits des salariés du secteur privé, sans interférer cependant sur celui-ci, enfin pour soutenir la création d'emplois.

Un grand débat est engagé entre la Fédération des travailleurs syriens [Union syndicale] et le patronat. Le débat est intense et concerne la privatisation. Beaucoup s'y opposent encore pour des raisons techniques. Mais nous avons le devoir de relancer l'emploi et pour cela de favoriser l'essor d'un secteur privé dynamique. Or toutes les conditions pour ce faire ne sont malheureusement pas encore réunies.

Simultanément nous oeuvrons à rendre plus performant un service publique réputé être facteur de déficit. À court terme la modernisation du secteur public nous donnera le temps nécessaire à réfléchir utilement sur son développement et sur son avenir. Prioritairement nous nous attachons [dans le secteur public] à réduire les gaspillages et à optimiser les rentrées.

La démocratie peut également conduire des partis confessionnels au pouvoir comme cela vient d'arriver avec le Hamas ?

BEA. Là encore, il faut considérer les faits et adopter une attitude conforme à la réalité sans pratiquer comme trop souvent la politique de l'autruche ! Comment peut-on contester ou éventuellement, s'opposer à un gouvernement élu, sans contestation possible, par le peuple lui-même ? Ce résultats est la conséquence logique d'une situation où prévaut l'absence totale d'espoir [pour le peuple palestinien]. C'est aussi une réaction normale, naturelle contre la corruption du pouvoir [du Fatah], la politique d'assassinats [ciblés] des dirigeants palestiniens, contre les camps de réfugiés, l'asphyxie économique des territoires occupés…

Voyez l'Iran, ou la percée des islamistes en Turquie, des Frères musulmans en Égypte. Cette évolution du paysage politique dans les pays musulmans constitue une indication claire qu'une profonde transformation est en cours, une transformation que nous devons prendre sérieusement en considération.

Après les élections [palestiniennes] j'ai rencontré les responsables du Hamas [Khaled Mechaal]. Le Hamas milite pour un État palestinien, et c'est leur droit le plus absolu. Ils veulent un État avec des frontières intangibles, un État possédant toutes les prérogatives d'un État, à commencer par l'exercice d'une libre souveraineté. Ce qui me fait dire que le Hamas n'est pas contre la paix, mais pour la paix. Cependant la paix ne se réduit pas à un simple paraphe au bas d'un accord, elle a besoin de bases solides. La paix doit en conséquence être signée entre deux peuples et non entre deux pouvoirs.

Le Hamas n'est pas un obstacle à la paix. Ce qui pourrait faire échec, c'est ceux qui pourraient créer des problèmes de sécurité intérieure à Israël [allusion aux brigades d'Al Aqsa qui conduisent des opérations suicides hors des territoires occupés ?] et parfois avec son propre soutien. Ce peut être aussi la cessation des aides extérieures [à la Palestine] annoncée par les Etats-Unis et l'Union Européenne. Si les choses devaient se passer ainsi, nous devons nous attendre à plus d'extrémisme et à plus de sang à mesure que

l'espoir de paix s'éloignera. Nous devons donc réfléchir aux moyens d'adopter [de part et d'autre] l'attitude la plus réaliste, la plus pragmatique possible. Le Hamas exprime la volonté d'un « peuple » 3 , aussi devons-nous dialoguer, même si nous sommes en désaccord avec eux.

Votre credo politique est celui du respect de la volonté populaire, quelque soit les circonstances ?

BEA. C'est un principe permanent : par définition, notre politique est proche de la volonté populaire. Nous sommes derrière le peuple et quand je parle au nom du peuple syrien, je le fait avec une pleine franchise. Nous portons un regard critique sur les défauts et les erreurs de notre système politique, mais cela ne regarde pas le monde extérieur et nous n'acceptons aucune ingérence en ce domaine. Un vrai consensus existe en Syrie sur ce sujet, c'est une question non négociable de souveraineté. Nous n'avons nul besoin de recevoir de l'étranger des éloges ou des blâmes, de bons ou de mauvais points comme par exemple lors de la libération récentes de quelques opposants, ce sont nos affaires et elles ne regardent personne.

La seule chose qui m'importe de prime abord, est la cohabitation harmonieuse en Syrie, des différentes communautés 4 qui la composent. Deuxièmement, pouvoir jouer tout notre rôle, qui est important, dans l'établissement d'une paix juste. Et il n'y aura pas, il ne peut y avoir de paix sans la Syrie. Maintenant, si la Syrie se trouvait déstabilisée, cela entraînerait inéluctablement la déstabilisation de la région tout entière. Une région déjà soumise à de terribles tensions notamment par la guerre qui se poursuit en Irak, guerre qui bien sûr nous concerne directement.

Quant aux tentatives d'isolement de la Syrie, elles ne peuvent aboutir qu'à contrarier le processus de paix et retarder le retour à la stabilité en Irak. Or, de par sa position géographique et son histoire, la Syrie est appelée à jouer un rôle de stabilisateur dans la région, ce que personne ne peut ignorer aujourd'hui.

De votre point de vue, les pressions qui s'exercent sur la Syrie participent-elles du projet américain de démocratisation du monde arabe et musulman, autrement appelé Initiative Greater Middle East ?

BEA. Nous sommes au cœur de ce projet, et nous en scelleront l'échec ou la réussite. Il faut souligner que ce projet n'est que la mise en pratique de la doctrine dite du « chaos destructif » laquelle consiste à détruire les systèmes politiques et sociaux des différents États du monde arabe pour tenter de reconstruire sur leurs ruines une démocratie sur le modèle américain. On en voit l'application et le résultat en Irak. Or, si le désordre américain en Irak fait tache d'huile, inutile de dire que toute la région en pâtira lourdement. Les Etats-Unis se montrent en effet incapables de maîtriser la situation qu'ils ont créée. Maintenant ils n'ont d'autre issue que de retirer leurs troupes comme premier préalable pour envisager un retour à la stabilité.

La Syrie a été directement mise en cause dans l'assassinat de M. Rafik Hariri ainsi que de plusieurs journalistes au Liban. Que répondez-vous à ces accusations ?

BEA. La Syrie a initié une contre-enquête. Une commission d'investigation relative uniquement aux circonstances de la mort de M. Hariri a été constituée par nous-mêmes. La partie libanaise à jusqu'ici refusé toute coopération, tout échange ou transmission d'information. Je note que par ailleurs les accusations sont exclusivement libanaises et ont été invalidées par la révélation d'une série de faux témoignages. Des témoignages fabriqués sur lesquels reposaient tout l'édifice de l'accusation.

Quel aurait pu être le mobile selon vous, de ces assassinats qui desservent gravement nos intérêts et mettent la Syrie au banc des accusés ? À qui profite ces crimes ? Pas à la Syrie en tout cas ! Quant au mobile, celui de la « vengeance » qui a été souvent avancé, il est ridicule. M. Hariri était un ami de la Syrie et on ne compromet pas l'intérêt national pour exercer une simple vengeance. Dans le domaine politique il n'y a pas de place pour la vengeance, il n'y que des intérêts, autrement dit des analyses de des calculs purement rationnels.

Pour ce qui est de la reconduction du mandat présidentiel d'Émile Lahoud, M.Hariri s'était prononcé en sa faveur, cette question ne pouvait donc en aucun cas constituer un sujet de contentieux entre nous. Ajoutons que deux des journalistes 5 victimes d'attentats se comptaient parmi nos amis., quel avantage pouvions-nous tirer de ces assassinats ciblés ? Celui de perdre le Liban ? Nous avons récolté en retour l'image désastreuse de la Syrie comme État criminel. M. Touéni [l'un des journalistes abattus] a dirigé des attaques de la plus grand violence [contre la Syrie] depuis le début des années 70. Pendant la guerre du Liban et malgré la présence de la Syrie au Liban, ses jours n'ont jamais été menacés. Pourriez-vous me dire quel aurait été notre intérêt à l'éliminer maintenant, justement après notre retrait du Liban ?

Tous ces actes [vu du côté syrien] ont un caractère profondément irrationnels d'autant qu'il n'existe aucun indices tangibles de notre implication. Je n'ai pas non plus besoin de désigner le seul État de la région qui tire un bénéfice immédiat de la déstabilisation de la Syrie…

Notes

(1) Syrie - Faits et témoignages. Éditions « Le Temps des cerises »

(2) Février 1982, la bataille de Hama fait 15.000 morts, et révèle au monde stupéfié la puissance en Syrie des Frères Musulmans. Alors principale force d'opposition, la branche syrienne de la « Confrérie » possédait en principe la capacité d'accéder par la force au pouvoir.

(3) Le peuple palestinien est généralement considéré comme partie intégrante d'une totalité qui est le « peuple arabe ».

(4) Communautés confessionnelles ou ethniques : Musulmans sunnites et chiites, Allaouites, Druzes ; Chrétiens, orthodoxes, catholiques, nestoriens ; Kurdes…

(5) Parmi lesquels, Marwan Hamadé, Druze, oncle de Gibrane Tuéni, la dernière des victimes, Samir Kassir, Georges Hawi, ancien secrétaire général du parti communiste libanais ; enfin une tentative meurtrière contre Élie Murr, ancien ministre de l'intérieur pro-syrien.

http://www.geopolintel.fr/article428.html

Hillary Clinton va rencontrer des opposants syriens, à Genève.
La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, va rencontrer, aujourd'hui, mardi, à Genève, des représentants de l'opposition syrienne, pour leur exprimer le soutien des Etats-Unis, huit mois après le début du soulèvement contre le régime de Bachar al-Assad. La répression de ce mouvement de contestation, sans précédent, en Syrie, a fait plus de 4.000 morts, selon l'ONU, dont le Conseil des droits de l'Homme a dénoncé des exactions "flagrantes et systématiques", de la part des forces de l'ordre. Selon les autorités américaines, Hillary Clinton doit s'entretenir avec sept membres de l'opposition. Elle prononcera, en outre, un discours sur les droits de l'Homme. La secrétaire d'Etat avait, déjà, rencontré des dissidents syriens, en juillet, à Washington.
06/12/2011

IRIB

La France fournit à l'"ASL" du renseignement satellitaire, sur les positions de l'armée syrienne
"Paris soutient, logistiquement, les insurgés syriens, en leur fournissant, en sous-main, du matériel infrarouge et des moyens de communications", rapporte le journal "Le Figaro". Selon son correspondant Georges Malbrunit, citant un militaire français stationné, au Liban, "les services français ne sont pas inactifs, auprès des déserteurs syriens, réfugiés, en Turquie et au Pays du cèdre". "Il est très facile d'utiliser les réseaux de trafiquants d'armes qui opèrent, au Liban, pour renforcer la puissance des rebelles", souligne la source. "Spécialistes de l'infiltration, les services de renseignements jordaniens ne seraient pas en reste, au Sud de la Syrie, frontalier du royaume", ajoute cet officier, indiquant que "Durant l'été, Paris a cherché, en vain, à mettre à exécution un plan qui visait à garder Bachar al-Assad, mais à écarter le reste du clan autour de lui". Et le militaire de pousruivre: "Parmi la palette de soutiens que la France peut fournir aux déserteurs figure, également, du renseignement satellitaire, sur les positions de l'armée syrienne qui les combat".
29/11/2011

IRIB

Louis Denghien : A défaut d'intervention… Sarkozy prépare la guerre civile en Syrie.
Le Canard Enchaïné avait déjà indiqué que des agents de la DGSE pouvaient encadrer bientôt,en territoire turc, les « combattants de l'opposition syrienne » (voir notre article « La dernière folie de Sarkozy : la DGSE au secours de l'ASL ! « , mis en ligne le 23 novembre). L'hebdomadaire – pas seulement – satirique revient sur le sujet dans son dernier numéro, avec des informations d'un plus haut degré de gravité : Sarkozy et consorts projetteraient de participer à une « intervention limitée » de l'OTAN contre la Syrie, ce à partir de la Turquie qui « pourrait être la base arrière » de cette « intervention limitée, prudente et humanitaire de l'OTAN, sans action offensive« .
Complot criminel à ciel ouvert
Qu'est-ce que peut bien être une intervention de l'OTAN « sans action offensive » ? Eh bien, selon le Canard, « Ankara proposerait d'instaurer une zone d'interdiction aérienne et une zone tampon à l'intérieur de la Syrie, destinée à accueillir les civils qui fuient la répression et les militaires qui désertent. »
L'hebdomadaire Le Point a voulu en savoir plus et contacté une « source bien informée« . Qui confirme : le principe de la « zone de protection » aurait été décidé « il y a une dizaine de jours« , et elle se situerait, évidemment, « dans la partie nord de la Syrie« . Et la « source » est un peu plus précise que le Canard : il s'agirait pour les Français, les Britanniques et les Turcs d'assurer 'un soutien éventuel à l'Armée syrienne libre« . On appréciera le mot « éventuel« . Et l'interlocuteur du Point de préciser que ce soutien à l'ASL sera « discret« , « un peu comme en Libye« . Discret comme en Libye ? On nage en plein surréalisme : les Libyens, pro ou anti-Kadhafi, ont eu l'occasion d'apprécier la « discrétion » de l'implication occidentale !
Info ou intox ? Les allégations du Canard et du Point sont corroborées et – si possible – aggravées par les affirmations – relayées par Le Point – de la « Lettre hebdomadaire d'informations stratégiques et de défense » – une de ces lettres confidentielles spécialisées dans l'analyse géo-stratégique. Et la LHISD affirme que des hommes de la DGSE et du « Commandement des opérations spéciales de l'armée française seraient déjà au contact (en Turquie sans doute) des militaires dissidents syriens pour les former et les aider à structurer leur capacité opérationnelle« . Donc, clairement, des militaires français sont prêts à aider des bandes armées auteurs de nombreux meurtres à déstabiliser un gouvernement étranger. Ca n'a rien étonnant, venant de l'actuel gouvernement freançais, mais c'est quand même invraisemblable de cynisme et d'irresponsabilité !
Une irresponsabilité et un cynisme bien partagés : la LHISD affirme que des hommes de la CIA et du BND -les services allemands – seraient eux aussi déjà à pied d'oeuvre, en Turquie et en Jordanie. C'est presque « trop beau pour être vrai », mais depuis quelques temps, la réalité géostratégique dépasse la

fiction hollywoodienne en Occident. Et la lettre ajoute que Paris et Ankara organiseraient aussi le trafic d'armes sur la frontière !
Malheureusement, on peut dire que depuis vingt ans, le concept d' »ingérence humanitaire » inventé par Bernard Kouchner et utilisé depuis, à des fins fort peu humanitaires, par la famille Bush, François Mitterrand et à présent Nicolas Sarkozy, est devenu une arme de l'OTAN. Si comme disait Clausewitz, « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens« , on peut dire que l'ingérence humanitaire est, sans conteste, le travestissement de l'impérialisme !
Scénario catastrophe, encore qu'irréaliste
Le précédent libyen a décidément tourné la tête des Sarkozy et Cameron, plus soucieux que jamais d'être les meilleurs élèves de la classe OTAN, et aussi de se faire passer pour de grands stratèges et des champions de la liberté. Ce que veut Sarkozy, dans un premier temps, c'est se tailler une mini-Cyrénaïque dans le territoire syrien, une base militaire mais surtout politique minimum qui puisse valider la fiction d'une « Syrie libre » et appelant les Occidentaux à l'aide. La ficelle est très grosse, mais ça ne gêne pas outre-mesure nos Clausewitz atlantistes de l'Elysée et du 10, Downing Street.
Et tout ceci, encore une fois, est rapporté par des médias français importants, bénéficiant d'une aura de sérieux et de professionnalisme. Admettons que tout ceci soit – déjà – vrai. alors, il est évident que Sarkozy n'est pas seulement atlantiste mais fou, ou au moins inconscient des réalités les plus élémentaires. Parce que la France – la Turquie aussi d'ailleurs – se mettra à dos non seulement l'essentiel de la Syrie, mais le Hezbollah libanais, l'Iran. Et last but not least, la Russie. La Russie qui répète depuis des mois qu'elle n'accepte pas les tentatives de déstabilisation occidebntales de la Syrie, et qui vient de renforcer – un peu plus que symboliquement – sa présence militaire à Tartous (voir notre article « La Russie hausse un peu plus – le ton, et son niveau d'implication militaire », mis en ligne le 29 novembre). Qu'espère le trio – si peu – européen Sarkozy/Cameron/Merkel ? Qu'il va pouvoir tranquillement jouer les petites mains de Washington sans que Moscou ne réagisse ? Ca ne peut tout simplement pas marcher !
Louis Denghien

Jeudi 1 Décembre 2011
Info Syrie

Israël appelle la Russie à revoir sa diplomatie !...
Le ministre israélien des A.E. a appelé la Russie à œuvrer pour "la paix" dans la région, un impératif qui demande une "révision de fond en comble de la politique étrangère" de la Russie! Liberman a conseillé à Moscou de renoncer à son soutien à l'Iran, à la Syrie, au Hezbollah sans quoi il ne pourrait aider à l'établissement de la paix. Liberman dont le pays est l'un des principaux client des armes américains a demandé que la Russie cesse de vendre des armes à la Syrie.
http://french.irib.ir/info/...

Mère Agnès-Mariam de la Croix : La guerre contre la Syrie, planifiée par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni a été stoppée in extremis…
Interview par Thierry Meyssan
La guerre contre la Syrie, planifiée par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni pour la mi-novembre 2011, a été stoppée in extremis par les vetos russes et chinois au Conseil de sécurité. Selon Nicolas Sarkozy, qui en avait informé le patriarche maronite lors d'une entrevue houleuse à l'Élysée le 5 septembre, le plan prévoit l'expulsion par les Occidentaux des chrétiens d'Orient. Dans ce contexte, une campagne de presse est conduite en Europe pour accuser les chrétiens d'Orient de collusion avec les

dictatures. Mère Agnès-Mariam de la Croix, higoumène du monastère de Saint Jacques le Mutilé à Qâra (Syrie) répond à cette propagande de guerre.

Réseau Voltaire | Damas (Syrie) | 7 octobre 2011

Thierry Meyssan : Le synode spécial pour le Proche-Orient a affirmé le caractère arabe des Chrétiens de cette région, ce qui introduit une rupture par rapport au XXe siècle où le christianisme, bien que né dans cette région, apparaissait comme la religion du colonisateur. Ce virage idéologique a conduit le Saint-Siège et les Églises d'Orient à soutenir la cause palestinienne et les forces de la Résistance anti-sioniste, Syrie incluse. Cette évolution avait été anticipée au Liban par le général Michel Aoun et son alliance avec le Hezbollah. Les Chrétiens d'Orient sont-ils devenus les ennemis des Occidentaux ?

Mère Agnès-Mariam de la Croix : Oui, le synode a affirmé avec force le caractère arabe des chrétiens d'Orient par immersion et symbiose avec leur environnement historique et culturel.

N'oublions pas que les chrétiens d'Orient ont été les pionniers de la Renaissance arabe appelée Nahda, face au colonisateur ottoman. C'est eux, avec certaines éminentes figures musulmanes, qui ont redonné vie à la langue arabe et à son extension universelle à travers les traductions entreprises, vers ou depuis l'arabe, par de grands intellectuels notamment à Alep, Damas et au Mont-Liban. Les premières imprimeries du monde arabe sont le fait de chrétiens tel qu'Abdallah Zakher. Cependant, avec les mouvements panarabes du début du XXe siècle et certaines tensions à la veille des indépendances, des factions chrétiennes ont été conduites à se démarquer idéologiquement de leurs frères arabes d'autres confessions. Ceci a été très éloquent durant la guerre du Liban lorsque certains chrétiens libanais récusaient haut et fort leur appartenance au monde arabe pour se réclamer d'hypothétiques racines phéniciennes, cananéennes ou autres. La déconfiture chrétienne de la guerre du Liban a ramené les cœurs vers une juste mesure concernant l'histoire et l'identité. Les chrétiens se sont reconnus envoyés en mission sur la terre de leurs ancêtres, depuis la Mésopotamie jusqu'à la Méditerranée, en passant par les rives du Nil, pour témoigner de leur espérance face à leurs frères musulmans qu'ils avaient accueillis parfois en libérateurs face au colonisateur byzantin lors des guerres islamiques. Il faut garder en mémoire l'œuvre de feu le père Corbon, auteur d'un ouvrage qui a beaucoup influencé les pasteurs des Eglises chrétiennes dans le sens de l'adoption de la cause arabe et de l'identification arabe. Ce livre, dont je récuse le titre, est L'Église des arabes

Depuis toujours, le Vatican a pris position pour la cause palestinienne, non par alignement politique, mais par souci de la Justice. Aujourd'hui cette position est admise par tous les chrétiens d'Orient, y compris les anciens militants anti-arabes. Cependant, l'ingérence injustifiée de l'Occident —États-Unis et France en tête— dans les affaires régionales déjà suffisamment et amèrement expérimentée durant la guerre du Liban et non encore effacée de la réalité du terrain en Irak trouve les chrétiens, prélats en tête, extrêmement précautionneux. Il ne s'agit pas de devenir des ennemis des Occidentaux, mais de se rendre compte une fois pour toutes que la survie des chrétiens en Orient ne pourra plus être débitrice d'un quelconque protectorat ou Sublime Porte ; notre avenir dépend du mariage convaincu des chrétiens avec leurs frères qui cohabitent avec eux en Orient, en qui ils reconnaissent des frères de sang par delà les divergences confessionnelles qui sont moins grandes qu'elles ne paraissent.

Les chrétiens ont toujours servi de paravents culturels à l'Occident. Lorsque les Ottomans, l'homme malade de l'Europe, n'avaient d'autre alternative que d'accueillir les divers consuls occidentaux qui venaient avec leurs missionnaires à Alep (Français, Italiens, Vénitiens, Génois, Hollandais, Autrichiens, Anglais, etc…), les chrétiens étaient l'interface qui leur permettaient de s'adapter à l'Orient mystérieux. En définitive les chrétiens ne sont les ennemis de personne. Ils ont aussi bien accueillis les Occidentaux que les musulmans. Quoi qu'il en soit, ils se réservent le droit après tant de revers de critiquer les

bévues, la courte vue, ou l'emportement intempestif des uns et des autres en Occident qui promeuvent leurs propres intérêts au détriment de la présence multiséculaire des chrétiens et autres composantes ethnico-culturelle du tissu socio-démographique oriental. Ou bien on accepte les principes démocratiques et on prend en compte notre point de vue, ou bien admettez que nous faisons face une fois de plus à un système impérialiste qui exige que nous nous taisions et veut nous contraindre à obéir.

Thierry Meyssan : On assiste dans la presse catholique occidentale à une offensive en règle contre le nouveau patriarche maronite et ses déclarations hostiles à une intervention internationale pour changer le régime en Syrie. Ses détracteurs l'accusent de collaboration avec « la dictature des Assad ». Est-il vrai que la minorité chrétienne d'Orient a peur de la démocratie ?

Mère Agnès-Mariam de la Croix : Je suis déçue par la presse catholique qui suit aveuglément la tendance dictée par les maîtres du monde et qui ne fait que répéter comme un perroquet ce que les médias mainstream propagent à satiété. Dommage que nous ayons, en ces jours difficiles, à nous expliquer d'abord avec nos coreligionnaires qui sont totalement dans la méprise, le malentendu et la désinformation ; à part quelques exceptions dont je salue le courage.

Les Occidentaux se sont habitués à être les juges, les maîtres à penser, les commanditaires, et disons les tuteurs des chrétiens d'Orient. Cela est dû à la trop grande complaisance de certains d'entre nous envers une culture alternative qu'ils ont adoptée. De surcroît, une chose est d'être francophone, une autre est de permettre aux Français —ou à d'autres occidentaux— de s'ériger en pédagogues et tuteurs des chrétiens d'Orient. Le patriarche maronite a dit ce qu'il pensait, de concert avec ses collègues les autres patriarches d'Orient. Il ne l'a pas fait en connivence avec une dictature, mais en harmonie avec ce qu'il croit être la Justice, le Droit et l'intérêt des communautés chrétiennes. Bien sûr, les propos du patriarche contre carrent d'une manière très autorisée les manigances de la communauté internationale visant à instaurer à n'importe quel prix un régime alternatif fantoche en Syrie comme en Libye. Le fait de s'intéresser tellement aux affaires syriennes — oh ! que ne l'eut-on fait lors de la guerre du Liban lorsque nous étions massacrés dans l'indifférence !— au point d'en faire la « une » quotidienne des médias du Nouveau Totalitarisme devrait éveiller l'attention de toute personne libre et critique.

Prétendre que les chrétiens d'Orient et leurs pasteurs sont réticents à accompagner les révolutions arabes par crainte de la démocratie, est une calomnie malveillante. Les chrétiens ont été partout des pionniers de la liberté d'expression, de l'égalité entre citoyens, et de la dignité du peuple. Il est faux de dire que nous ignorons culturellement la démocratie, que nos familles sont autoritaires et qu'en général, il n'y a pas de démocratie dans l'Église. Il s'agit d'une lecture réductrice, superficielle, Pourquoi ne pas parler de l'amour qui règne dans nos familles ? Cette concorde fait que nous n'avons pas besoin de majorité pour diriger puisque le consensus est la réalité quotidienne qui soude les divers membres de cet édifice. Quand à l'Église, c'est la communion qui préside à la relation entre ces membres. Traiter la famille et l'Église sous l'angle de la démocratie, c'est politiser ces réalités qui sont infiniment plus profondes que les intérêts de la Polis. Je suis étonnée que des prêtres qui lancent des séminaires de prière et de jeûne soient en réalité axés sur une vision unilatérale politicienne de la famille, de l'Église, de la société, au point de devenir des consultants bénévoles qui dictent, comme faisaient jadis les colonisateurs, leurs avis assénés comme des oracles du haut d'une estime surabondante de soi à la pauvre plèbe du peuple syrien considéré comme mineur, inculte, aveugle et impuissant.

Les Occidentaux sont gonflés d'orgueil à tel point qu'ils ne peuvent pas penser à d'autres schèmes civils que les leurs, bien que leur monde soit confronté à une crise sociale, économique, morale, insoluble. Dans les sociétés traditionnelles fidèles au système ancestral hérité des temps bibliques, il existe d'autres moyens, d'autres paramètres qui peuvent régir d'une manière autrement réussie la vie quotidienne de la société. Je pense au système patriarcal. Je pense au système des alliances entre familles, entre tribus, entre villes, entre régions et entre États ; un système fédératif basé sur les libertés et les intérêts particuliers de la famille, de la tribu, liés à la terre des ancêtres. Malheureusement l'Occident a balayé le concept d'appartenance à la terre, à la famille, à l'ethnie, et somme toute celui d'identité ontologique. Son modèle est basé, non pas sur la reconnaissance de l'individu, mais sur des intérêts périphériques.

C'est au nom de l'économiquement utile que l'on sacrifie —au profit des multinationales— les principes de la patrie, de la famille, de l'identité personnelle. On ne se rend pas compte que nous sommes embarqués dans un totalitarisme ô combien plus effréné et maléfique que ces petits régimes autoritaires que l'on cherche à renverser. Eux ont eu le mérite de profiter du tissu social, identitaire, familial, tribal et clanique de notre mystérieux Orient. Je suis consciente que notre vie heureuse est, à distance, totalement incompréhensible pour l'Occident.

Thierry Meyssan : Le Conseil national syrien de transition (CNS), qui s'est constitué en Turquie, est dominé par les Frères musulmans. Cette confrérie a été longuement et sévèrement réprimée par Damas. Les villes où elle est historiquement présente sont désormais au cœur de la contestation. Les Frères musulmans sont avant tout partisans d'une application moderne de la Charia. Leur préoccupation ne rejoint-elle pas celle de nombreux mouvements chrétiens en faveur d'une restauration de la moralité ?

Mère Agnès-Mariam de la Croix : Je déplore que de soi-disant opposants n'aient pas pris au mot le président Bachar el Assad pour débattre avec lui la série de réformes qu'il est en train de conduire. Au lieu de cela, cette opposition a fermé les portes à toute négociation, non seulement par ses déclarations, mais par la force des armes, des attentats, et autres violences. Le CNS ne se présente pas comme une émanation naturelle d'une aspiration réelle du peuple syrien à ses droits légitimes, mais comme l'accouchement forcé d'une collaboration occulte avec des intérêts étrangers à la Syrie.

L'Alliance entre les Frères musulmans et l'Occident est un scandale pour les chrétiens et pour les musulmans qui ne veulent pas que le religieux empiète dans leurs vies sur le civil. Dans les régimes laïques, instaurés après le colonialisme dans la foulée panarabe, le soulagement pour tous était une certaine distance entre la religion et le civil. Or, les Occidentaux qui rejettent chez eux avec raison l'amalgame civil-religieux cherchent à le favoriser ici pour renverser des régimes laïques ! C'est ce qui fait peur à la majorité du peuple syrien. La Charia appliquée dans sa totalité telle que cherchent à l'instaurer les Frères musulmans, fonde des régimes théocratiques surannés, obscurantistes, tel celui d'Arabie saoudite. Comment accepter une telle régression au XXIe siècle et quel modernisme les Frères musulmans peuvent-ils apporter à la Charia qui étant de nature divine ne saurait être tempérée ou rectifiée par aucun pouvoir humain ?

Je soupçonne une connivence cachée entre les intérêts néocoloniaux de l'Occident et la coercition mentale effectuée au moyen de la Charia. Les puissances occidentales ont malheureusement besoin, pour démocratiques qu'elles se présentent, d'un système qui les aide à subjuguer les masses sous couvert de piété et de fidélité à la religion. En somme, les puissances occidentales ont peur des chrétiens qui d'après l'enseignement de l'Évangile sont libres de choisir le Bien ou le Mal et sont rendus à leur dignité de créatures raisonnables, responsables de leur pensées, de leurs paroles et de leurs actions, ce qui n'est pas le cas du fondamentalisme musulman.

Thierry Meyssan : Des clercs occidentaux vivant dans le monde arabe se sont résolument engagés dans le « Printemps arabe ». Ils soulignent que les Européens ne doivent pas être des privilégiés, mais que tous les peuples ont le droit de vivre avec les standards occidentaux et de bénéficier de la démocratie. Pourtant, le patriarche comme vous même semblez inquiets de la révolution syrienne. En définitive, les chrétiens ont-ils une position communautaire sur ce sujet ou sont-ils politiquement divisés ?

Mère Agnès-Mariam de la Croix : Je crois vraiment que les clercs occidentaux qui vivent dans le monde arabe ne sont engagés que mentalement dans le printemps arabe, ce sont des révolutionnaires de papier. Qui plus est, ils n'ont pas pris la peine —parce que étrangers au tissu social et à la synthèse identitaire orientale— d'ausculter la tendance réelle de l'immense majorité silencieuse, chrétienne et musulmane. Ces clercs occidentaux sont les premiers à être induits en erreur et à démontrer qu'ils méprisent les valeurs orientales pour lesquelles ils disent s'être engagés puisqu'ils cherchent à importer par la force d'une conviction hors de propos le standard occidental comme étant la norme universelle, uniquement viable, du bien être et de la dignité. Malheureusement, regardons en face ce standard, avec des yeux orientaux : où est l'importance donnée à la famille qui s'effrite au point que l'identité du genre est

devenue un débat à l'ONU ? qu'en est-il des mœurs totalement révulsives pour un oriental et pourquoi ne pas le dire puisque nous sommes libres de nous exprimer, jamais en Orient nous n'accepterons la banalisation des avortements ou l'isolement des personnes âgées en dehors de leurs familles. Il est certain que le standard occidental n'est une référence que pour les orientaux qui sont déracinés de leur propre identité et qui vivent dans un monde virtuel pour se laisser façonner à l'image de leurs idoles. Ce n'est pas la révolution qui fait peur au patriarche et aux Chrétiens, mais c'est l'ingérence de l'Occident qui laisse à penser qu'il s'agit d'une conspiration ou d'un mouvement détourné plutôt que d'un événement entièrement spontané. Les chrétiens peuvent être divisés politiquement, c'est leur droit. Ils ont toujours été pluralistes et c'est leur honneur. Il n'en demeure pas moins qu'à cause de la liberté inhérente à leur formation religieuse, ils sont les artisans et je dirai une référence pour toute révolution digne de ce nom.

Intellectuel français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Il publie des analyses de politique étrangère dans la presse arabe, latino-américaine et russe.

Dernier ouvrage en français : L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations (éd. JP Bertand, 2007).
http://www.voltairenet.org/Les-chretiens-d-Orient-s-erigent

---

1 Syrie : Politique

La Syrie a «répondu positivement» au plan arabe.

06/12/2011
La Syrie a "répondu positivement" à la demande de la Ligue arabe d'envoyer des observateurs dans le pays pour garantir la mise en place d'un plan de sortie de crise, a annoncé hier le porte-parole des AE syrien, Jihad Makdessi.
«La Syrie a répondu positivement à la question de la signature du protocole» sur les observateurs, «un protocole de coopération basé sur la vision de la Syrie sur cette coopération», dans un courrier envoyé dimanche soir au secrétaire général de la Ligue arabe, a déclaré M. Makdessi à la presse. Samedi, un comité ministériel arabe réuni à Doha avait donné jusqu'à dimanche à la Syrie pour éviter davantage de sanctions en signant un protocole sur l'envoi d'observateurs chargés de rendre compte des faits sur le terrain. «La partie syrienne a fait son devoir en demandant des modifications mineures qui ne touchent pas le fond du protocole (...) et des éclaircissements qui ne sont pas liés à la nature de la mission» de la Ligue arabe, a-t-il précisé. «Nous avons demandé des explications sur la coordination, car la réussite de la mission (des observateurs) dépend de la coordination avec la partie syrienne», a-t-il affirmé, expliquant que la Syrie avait demandé les noms et les nationalités des observateurs. «Nous avons insisté sur la clause huit de la Charte de la Ligue arabe qui interdit aux pays arabes de changer le régime politique» d'un autre pays arabe, a poursuivi le porte-parole en «espérant une réponse positive» de l'organisation panarabe. «La réussite de la mission dépend des intentions arabes», a-t-il lancé. «Le chemin est ouvert pour la signature de l'accord, s'il y a volonté d'aider la Syrie à sortir de la crise». «La signature du protocole est un pas sur le chemin de la solution», en Syrie, mais pour sortir de la crise, il est nécessaire, selon M. Makdessi, d'en traiter les causes, qui ne sont pas seulement liées aux demandes de réformes. Le porte-parole a ainsi évoqué «les armes qui sont transférées à l'intérieur de la Syrie, les médias qui veulent pousser à (l'escalade), et une opposition qui refuse de dialoguer» avec le régime. Début novembre, la Syrie avait accepté «sans réserves» un plan de sortie de crise proposé par la Ligue

arabe, qui prévoyait l'arrêt des violences, la libération des prisonniers et l'ouverture du pays à des observateurs arabes et à la presse étrangère. Face à l'absence de mise en application du plan, la Ligue arabe a adopté le 27 novembre une série de sanctions inédites à l'encontre de l'un de ses membres, qui comprend notamment d'un gel des transactions commerciales avec le gouvernement syrien et de ses comptes bancaires dans les pays arabes.
http://www.lexpressiondz.com/internationale/144101-damas-a-%C2%ABr%C3%A9pondu-positivement%C2%BB-au-plan-arabe.html

---

Un responsable turc: les politiques d'Erdogan envers la Syrie servent l'étranger!!!
Noman Cortholmos, chef du parti conservateur turc "Voix du Peuple", a qualifié de "déséquilibrées et servant les étrangers" les politiques du premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, accusant son gouvernement d'implication dans le complot international contre la Syrie". Cortholmos a critiqué la politique externe du gouvernement actuel, à cause de ses fautes commises dans la crise syrienne. Durant sa rencontre avec une délégation de journalistes arabes et étrangers résidants en Turquie, il a insisté sur la solution nationale interne en Syrie, refusant l'intervention turque. "On craint que l'intervention turque dans la question syrienne menace la région d'un conflit aux conséquences imprévisibles ", a-t-il affirmé, soulignant que « la guerre universelle visant la Syrie va battre ensuite la Turquie et le monde arabe".
Cortholmos a expliqué que le gouvernement turc a pris des mesures dans la question syrienne, en accord avec les puissances occidentales, et pour réaliser leurs intérêts. De même, il a mis en garde contre le piège américain que Washington a tendu à son allié Ankara, appelant les pays occidentaux à quitter la région et la laisser tranquille".
10/12/2011

IRIB

Des Canons ... pas du beurre

Russie
Moscou accuse l'Onu d'ingérence dans les affaires intérieures de la Syrie.

La Russie dénonce la tendance à utiliser les droits de l'homme pour s'ingérer dans les affaires intérieures de la Syrie, a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué publié vendredi.
"La Russie est résolument hostile à l'utilisation des mécanismes relatifs aux droits de l'homme pour s'ingérer dans les affaires intérieures et atteindre des objectifs politiques incompatibles avec les normes du droit international", lit-on dans le communiqué.
Le Conseil des droits de l'homme de l'Onu a adopté vendredi une résolution condamnant les "violations grossières et systématiques" des droits de l'homme en Syrie et les assimilant à des crimes contre l'humanité. Présentée par la Pologne au nom de l'Union européenne, ce document a été soutenu par 37 des 47 pays membres du Conseil. La Russie, la Chine, Cuba et l'Equateur ont voté contre, six autres pays se sont abstenus.
"Forces est de constater que le projet de résolution présenté par les pays occidentaux lors de la session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme de l'Onu revêtait un caractère politisé et tendancieux. Il

ne soufflait pas mot des dernières démarches déployées par les autorités syriennes en vue de stabiliser la situation, d'opérer des réformes et de lancer un dialogue national dont la mise en place est constamment entravée de l'extérieur", a souligné le ministère russe des Affaires étrangères.
02/12/2011

http://fr.rian.ru/world/20111202/192238965.html

Le ministredes Affaires étrangères, Sergueï Lavrov appelle à mettre fin aux "ultimatums" à la Syrie.
Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a appelé mardi à mettre fin aux "ultimatums" lancés à la Syrie, après l'approbation de sanctions par la Ligue arabe contre Damas et les appels des États-Unis et de l'Union européenne à mettre fin immédiatement aux violences.
"Le plus important maintenant, c'est de cesser d'agir avec des ultimatums et d'œuvrer pour ramener la situation sur le terrain politique", a déclaré M. Lavrov, cité par l'agence Interfax, insistant sur une résolution pacifique du conflit en citant l'exemple du Yémen.
"Tous les États, y compris ceux qui exigent maintenant de prendre des mesures contre la Syrie, ont eu une attitude très différente à l'égard du Yémen, où les négociations sur un plan de règlement pacifique proposé par le Conseil de coopération des États du Golfe persique ont duré des mois", a-t-il ajouté. "Au final, après avoir fait preuve de patience et de persévérance, en exerçant une pression identique sur tous les partenaires du processus, la communauté internationale a obtenu que ce plan soit signé", a souligné M. Lavrov. "Une telle approche est nécessaire pour le problème syrien, car les ultimatums auxquels ont recours quelques États, en particulier la Ligue arabe, ne résolvent pas ce problème", a poursuivi le chef de la diplomatie russe.
Le ministre russe des Affaires étrangères a également indiqué qu'il était peu probable que Moscou soutienne l'imposition d'un embargo sur les livraisons d'armes à la Syrie, après l'expérience des bombardements de l'OTAN en Libye. "Je qualifierais de malhonnêtes les propositions que nous entendons parfois sur l'imposition d'un embargo total sur les livraisons d'armes à la Syrie", a déclaré M. Lavrov, qui s'exprimait à l'issue d'une rencontre avec son homologue islandaise, Ossur Skarphedinsson.
Allié de la Syrie depuis la période soviétique, la Russie est son principal fournisseur d'armes et s'oppose à toute sanction ou pression à l'égard du régime de Damas.
La Russie va envoyer dès décembre des navires de guerre en Syrie, a par ailleurs indiqué mardi une source militaire, citée par Itar-Tass, alors que des médias avaient auparavant évoqué un tel projet pour le printemps 2012. Le porte-avion Amiral Kouznetsov et le navire de guerre Amiral Tchabanenko "vont probablement après le 10 décembre se rendre en Atlantique et en Mer Méditerranée", a déclaré cette source au sein de l'état-major des forces armées russes, citée par l'agence officielle Itar-Tass. "Il est prévu qu'à la fin décembre ils visitent les ports de Syrie", a ajouté cette source. Cette escale "a été prévue de longue date et n'a aucun lien avec les évènements en Syrie", a ajouté la source militaire.
Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a déclaré lundi que l'armée et les forces de sécurité syriennes avaient commis des "crimes contre l'humanité" - meurtres, tortures et viols - et réclamé l'instauration d'un embargo sur les livraisons d'armes au régime syrien.
Parallèlement, les ambassadeurs américain et allemand à l'ONU ont assuré lundi qu'il était temps de reprendre les discussions au Conseil de sécurité sur un projet de résolution condamnant la répression des manifestants en Syrie, après l'appel d'ONG dans le même sens.
La Chine et la Russie avait opposé leur veto en octobre dernier à une résolution condamnant les violences perpétrées par le régime du président Bachar el-Assad.
Ankara se dit prêt à tout scénario, Ryad appelle ses ressortissant à quitter le pays.
"Si l'oppression se poursuit, la Turquie est prête à tout scénario. Nous espérons qu'une intervention militaire ne sera jamais nécessaire. Le régime syrien doit trouver un moyen de faire la paix avec son propre peuple", a affirmé mardi pour sa part le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, dans une interview à la chaîne de télévision turque Kanal 24. Selon lui, Damas a encore la possibilité d'accepter sur son territoire la présence d'observateurs de la Ligue arabe.

La Ligue arabe qui a suspendu la Syrie a décidé dimanche d'appliquer des sanctions contre le régime de Damas, après le refus par celui-ci d'accepter la venue d'observateurs. Si Damas ne change pas d'avis, Ankara devrait suivre la Ligue arabe en imposant des sanctions contre la Syrie, pays avec lequel elle a 800 km de frontière.
M. Davutoglu a estimé en outre qu'un régime qui torture son propre peuple n'a aucune chance de se maintenir au pouvoir.
La Turquie pourrait en outre décider, en coordination avec la communauté internationale, d'imposer une zone tampon à sa frontière avec la Syrie si elle était confrontée à un afflux massif de réfugiés fuyant le conflit dans ce pays, a affirmé par ailleurs le chef de la diplomatie turque. "Nous travaillons sur tous les scénarios (...) Si des milliers de gens fuyaient vers notre frontière, cela créerait une situation différente. Des mesures pourraient être prises avec la communauté internationale", a dit Ahmet Davutoglu.
La Turquie accueille déjà dans sa province de Hatay, frontalière avec la Syrie, environ 7.500 Syriens qui ont fui le conflit dans leur pays.
Depuis le déclenchement des manifestations contre le régime syrien en mars, la répression a fait plus de 3.500 morts selon l'ONU.
L'Arabie saoudite a, par ailleurs, appelé ses ressortissants à quitter la Syrie. "En raison de la situation sécuritaire, l'Arabie saoudite appelle ses ressortissants à quitter la Syrie et à ne pas voyager dans ce pays", a indiqué le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué publié par l'agence officielle Spa. Bahreïn et le Qatar, deux pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui regroupe les six monarchies pétrolières, ont déjà demandé dimanche à leurs ressortissants de quitter la Syrie.
29/11/2011
http://www.lorientlejour.com/category/%C3%80+La+Une+%28Slideshow%29/article/733934/La_Russie_appelle_a_mettre_fin_aux_%22ultimatums%22_a_la_Syrie.html

---

Nos navires de guerre en Méditerranée pour prévenir une guerre contre la Syrie.
Le général russe à la retraite, Leonid Ivashov a déclaré dans une interview avec la chaîne Russia Today , que l'Occident n' a pas le droit d'intervenir encore une fois dans les affaires internes d'un État souverain notamment la Syrie, soulignant qu'il soutient personnellement la position russe envers la Syrie, à savoir le refus de toute intervention militaire étrangère dans ce pays voire, le refus de la logique de l'ultimatum imposée par l'Occident à Damas !
Pour ce qui est de la présence des navires de guerre russes en Méditerranée, sachant que cette flotte se dirige vers le port syrien de Tartous, l'expert militaire russe a déclaré que «cette présence est avant tout politique et aussi pacifique, car il n'est pas question de participer à la guerre, au contraire sa mission est d'éviter une guerre régionale, qui risque d'être déclencher par une agression contre la Syrie, puis contre l'Iran»!
Il a expliqué que « cette flotte militaire russe porte un message à Israël, à la communauté internationale, et surtout à la Turquie, qui a décidé de participer à une éventuelle aventure militaire ».
A ce titre, l'expert militaire russe a critiqué le gouvernement de M. Erdogan qui « est désormais dominé par les ploutocrates du monde et les politiciens américains, regrettant pour la Turquie, son rôle d'outil pour déclencher une guerre régionale ».
L'expert a rappelé qu'"Israël, qui possède des armes nucléaires, s'oppose à la possession par d'autres pays de ce type d'armes, comparant cette situation au nazisme et au fascisme"..
Et de conclure sur une note assez pessimiste : « les risques et les menaces qui nous attendent en cas où la situation continue ainsi, ne se limiteront pas au Moyen-Orient, ils pourront déclencher une guerre mondiale aux conséquences catastrophiques, allant jusqu'à menacer l'humanité. Et, toute opération militaire dans cette région priverait l'économie chinoise de pétrole, ainsi que l'Europe, voire la guerre pourrait arriver aux portes de la Russie ».
Le général a estimé qu'un tel projet de guerre, est en réalité un projet pour sauver le dollar, et donc il s'agit d'un crime contre l'humanité.
8/12/2011

http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=40616&cid=19&fromval=1&frid=19&seccatid=33&s1=1

Israël
Israël appelle la Russie à revoir sa diplomatie !
Le ministre israélien des A.E. a appelé la Russie à œuvrer pour "la paix" dans la région, un impératif qui demande une "révision de fond en comble de la politique étrangère" de la Russie! Liberman a conseillé à Moscou de renoncer à son soutien à l'Iran, à la Syrie, au Hezbollah sans quoi il ne pourrait aider à l'établissement de la paix. Liberman dont le pays est l'un des principaux client des armes américains a demandé que la Russie cesse de vendre des armes à la Syrie.
http://french.irib.ir/info/...

---

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

2-0 Wesbter Tarpley à Homs

Le journaliste américain Wesbter Tarpley a fait partie de la délégation de journalistes catholiques européens et US en voyage de 6 jours en Syrie, à l'invitation des Eglises d'Orient, autorisé par le gouvernement syrien,,

Consulté les 2 vidéos sur le site "mondialisation".

En direct de Syrie, le journaliste américain Wesbter Tarpley à Homs

http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=27881

2-1 Claude Beaulieu : La Syrie calomniée par les médias du système : conditionnement des esprits pour une nouvelle guerre impérialiste.
Manifestation de soutien à Bachar al-Assad, à Damas dimanche 13 novembre - nous y étions et avons apprécié la jeunesse des manifestants

Je suis rentré de Syrie depuis une semaine. J'ai accompagné dans ce pays la première équipe de journalistes occidentaux invitée à venir apprécier sur place la réalité de la situation.

Celle-ci, chaque citoyen peut le voir, est quasi-unaniment présentée en France, par les médias aux ordres, comme la généralisation d'une répression massive et sanglante d'un soulèvement populaire, l'armée et la police tirant sans retenue sur des populations civiles désarmées et en révolte.

3500 morts depuis huit mois. "La répression du gouvernement syrien contre l'opposition a jusqu'à présent fait plus de 3500 morts dans le pays", a précisé mardi une porte-parole de l'ONU... http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/homs-epicentre-de-la-repression-syrienne_1049965.html.

Cette référence de l'Express à l'ONU, organisation internationale que Charles de Gaulle appela le MACHIN et qui a démontré son impartialité et sa neutralité dans la récente agression impérialiste contre la Libye - qu'elle a prétendument légitimée - Une fois encore, elle est particulièrement délétère et perverse quand elle prétend authentifier une affirmation qui ne relève pourtant que de la propagande de guerre. Il convient de se souvenir ici que depuis septembre 2008 l'ONU est pratiquement passée sous le contrôle de l'OTAN, sous prétexte de collaboration entre leurs secrétariats respectifs. (voir ci-dessus le texte de Roland Marounek)

Pourtant, il n'est pas inutile de souligner que même l'agence de presse russe RIA Novosti, reprend systématiquement à son compte cette référence trompeuse des 3500 morts de l'ONU, en oubliant avec une légèreté certaine que la Russie est elle aussi dans la ligne de mire des forces de guerre occidentalistes.

Des morts, dans l'agression à laquelle fait face la Syrie, il y en a effectivement de très nombreux. Dans une conférence de presse donnée au Centre Catholique d'Information à Beyrouth et où nous étions présents, Mère Agnès-Mariam de la Croix a annoncé disposer d'une liste de 500 martyrs appartenant aux forces de l'ordre, auxquels s'ajoutaient les 372 personnes tombés durant le mois d'octobre.

L'OSDH (le prétendu Observatoire Syrien des Droits de l'Homme) basé à Londres, donne quotidiennemnt un nombre de morts sans préciser les noms de ces victimes présumées, et n'indique jamais non plus s'il s'agit de forces de l'ordre. Alaa Ibrahim, ex-correspondant d'Al Jazzeera et actuel journaliste de la TV syrienne d'information continue, est parvenu à se procurer la liste d'une centaine de noms, liste dont il a entrepris la vérification auprès des familles et qui s'est avérée fausse (abandon des recherches après la quarantième personne).

La propagande médiatique contre le régime laïque de la Syrie n'est pas récente. Le Monde en date du 8 avril 2011 titrait par exemple : " En Syrie la répression s'amplifie contre le mouvement de contestation" - " Des heurts entre manifestants et forces de sécurité auraient fait au moins 12 morts et 150 blessés".

A Baniyas, où nous nous sommes rendus, il nous a été donné d'acquérir une autre vision des choses que celle véhiculée par le quotidien "de référence" et journal officiel de la pensée unique.

Nous y avons appris que six camions de l'armée ont été attirés dans une embuscade sur un pont, auprès duquel des personnes dont des femmes et des enfants avaient été rassemblées, tandis que l'imam de l'une des mosquées de la ville appelait au jihad. Quatre de ces camions ont été détruits et les soldats qu'ils transportaient furent transformés en cibles de tireurs camouflés.

Les militaires appliquèrent strictement l'ordre du gouvernement de ne pas riposter afin de ne pas risquer de toucher des civils innocents, en particulier des femmes et des enfants. Pour protéger ses hommes, le sergent responsable du détachement s'est jeté sur une bombe artisanale et a eu les deux jambes arrachées. Ce héros d'une grande modestie, nous a reçu chez lui avec sa famille, certains de ses soldats bléssés ainsi que quelques personnalités régionales. A cette occasion, nos interlocuteurs nous ont informé de leur conviction que les armes utilisées par les escadrons de la mort provenaient du Liban, dont la frontière est proche.

Ils ont accusé l'ancien premier ministre libanais Saad Hariri ainsi que le Syrien Halim Khaddam, d'être parmi les instigateurs des assassins.

A Baniyas, l'armée n'a donc pas tiré sur les civils. L'embuscade y a fait 51 victimes dont 9 morts, des militaires (peut-être aussi des ambulanciers qui étaient également pris pour cible lorsqu'ils voulaient porter secours aux blessés).

Ce dont je suis convaincu à mon retour de Syrie, c'est que les médias de notre pays pratiquent vis-à-vis de ce pays une propagande belliciste basée sur le mensonge à l'état pur, délibéré et méthodique. Comme le souligne Domenico Losurdo, les disciples de Goebbels sont à l'oeuvre contre la Syrie.

De façon claire, nous avons pu voir qu'il n'y a pas actuellement de guerre civile dans ce pays, même si celle-ci est l'objectif évident que souhaitent promouvoir les Obama, Juppé, Sarkozy et Camerone en mobilisant leurs alliés stipendiés, recrutés dans la pègre locale, le lumpenprolétariat et chez les islamistes radicaux.

Il n'y a pas en Syrie de manifestations de masse autres que celles de ceux qui, précisément, refusent la perspective d'une guerre civile sur la base de contradictions confessionnelles, attisées pour l'essentiel de l'extérieur. En conséquence, il n'existe pas non plus de répression de masse.

Le peuple syrien connaît aujourd'hui l'une des périodes les plus difficiles de sa longue histoire. Les occidentalistes sous hégémonie états-unienne entendent remodeler la région pour réaliser leur objectif de Grand Moyen Orient, remis à l'ordre du jour par Barrak Obama, ce fameux prix Nobel de la Paix. Ils pratiquent contre le peuple syrien une criminelle stratégie de la tension et animent des escadrons de la mort qui sèment la terreur en cherchant à dresser les différentes communautés religieuses les une contre les autres, à susciter la haine. Ils souhaitent diviser pour régner en prenant le peuple syrien en otage.

J'ai ressenti chez les Syriens que nous avons rencontrés, en particulier chez les jeunes manifestants, un esprit de résistance très fort ainsi qu'un sentiment patriotique manifeste, une volonté d'unité nationale puissante. Les Syriens inspirent la confiance.

Le peuple syrien et le peuple de France ont des ennemis communs. Mais les Syriens sont en première ligne d'un combat qui concerne tous les peuples. Pour nous Français, la solidarité envers le peuple syrien est certes un devoir internationaliste, elle correspond aussi directement à notre intérêt national.

27 novembre 2011

A titre d'information

Communiqué de Husein Nemer

Premier secrétaire du Parti communiste syrien (unifié)

Les communistes Syriens soutiennent le mouvement pour des réformes démocratiques mais mettent en garde sur l'ingérence impérialiste croissante et les risques d'un 'scénario Libyen'

Claude Beaulieu - Comité Valmy

jeudi 1er décembre 2011, par Comité Valmy

http://panier-de-crabes.over-blog.com/article-la-syrie-calomniee-par-les-medias-du-systeme-conditionnement-des-esprits-pour-une-nouvelle-guerre-90959788.html

---

2-2 Karbalaqsa : Propagande anti-syrienne sur Arte.
Des médias occidentaux et arabes (notamment Al-Jazeera et Al-Arabia téléguidées respectivement par le Qatar et l'Arabie Saoudite) nous ont décrit sans discontinuer l'enfer d'une sanglante répression en Syrie : manifestants pacifiques froidement assassinés, enlèvements, tortures, mutilations de cadavres… dont les autorités syriennes, selon eux, se seraient rendu coupables.
Désormais, il est clair que le but de ces accusations mensongères est d'incriminer le président Bashar el-Assad et de préparer l'opinion publique à une intervention étrangère, selon un scénario désormais bien rôdé lors de l'offensive criminelle de l'OTAN et de ses alliés sur la malheureuse Libye.

Alors que j'ai pu en Syrie voir de mes propres yeux un des immenses rassemblements de soutien à Bachar el-Assad, j'ai été extrêmement surpris de la manière tendancieuse avec laquelle les médias français, dans leur grande majorité, rapportaient les faits.

Contre-enquête

Un reportage m'a particulièrement frappé, car il reprenait et synthétisait toutes les accusations attribuées au gouvernement syrien depuis des mois. Il s'agit du reportage réalisé par la journaliste Sofia Amara, diffusé par la chaîne télévisée ARTE le 11 octobre 2011.

Estimant que le travail de Sofia Amara était totalement subjectif, j'ai décidé de faire une contre enquête. D'où les huit vidéos que je présente ici. Je tiens à préciser que ma démarche critique ne concerne pas uniquement cette journaliste, mais doit être interprétée comme une opposition globale à un système médiatique néfaste, parce qu'orienté et trompeur. Le reportage de Sofia Amara en est une merveilleuse illustration.

Depuis Mars 2011, l'écrasante majorité des manifestations contre Bachar el-Assad ne réunissent que quelques centaines ou quelques milliers de personnes, alors que le peuple syrien descend régulièrement dans la rue par centaines de milliers, voire par millions, pour exprimer son soutien au Président de la République et dénoncer ce qu'il perçoit comme étant un « complot extérieur ».

Malgré leur supériorité numérique, ces rassemblements ont été à peine relayés dans les médias occidentaux, laissant ainsi le citoyen lambda croire que le gouvernement syrien ne bénéficiait que d'un très faible appui populaire.

Aujourd'hui, alors que la crise syrienne rentre dans son neuvième mois, nous savons de manière certaine que beaucoup d'exactions dénoncées par les journalistes et certaines ONG sont totalement fausses et infondées. Il y a eu de nombreux cas qui ont été montés de toute pièce, comme celui d'Amina Abdallah Araf el-Omari, une blogueuse soi-disant kidnappée ou encore celui de Zaynab Al-Hosni, retrouvée décapitée, démembrée et la peau arrachée selon Amnesty International. Après contre enquête, tous ces cas se sont avérés être de pures inventions.

Sources invérifiables

France 24 est allée jusqu'à diffuser un entretien téléphonique durant lequel une personne présentée comme étant Lamia Chakkour, ambassadrice de Syrie à Paris, annonçait sa démission en signe de protestation contre les violences dans son pays. L'ambassadrice a immédiatement démenti et France 24 s'est trouvée contrainte de porter plainte contre X pour usurpation d'identité !

Toutes ces accusations portées contre le gouvernement syrien ne sont que très rarement prouvées par les médias. Elles proviennent de sources invérifiables, pour la plupart. Cependant le climat qu'elles installent demeure, même quand les accusations s'effondrent. Ce qui est grave, c'est que la fiabilité de ces journalistes qui volontairement ou non trompent l'opinion publique n'en est pas pour autant remise en question. . Il devient de plus en plus évident que l'appareil médiatique dominant a eu et a toujours

pour objectif caché de préparer les peuples à accepter des interventions militaires extérieures, comme cela s'est passé pour l'Irak et la Libye.

Après les mensonges au sujet des « armes de destructions massives », l'intervention militaire américaine en Irak a laissé place à huit années de chaos et détruit un pays entier. Et en Libye, la presse si prompte à dénoncer la « barbarie » des forces gouvernementales a clairement révélé son parti pris lors du lynchage sauvage de Kadhafi. Pour ceux qui n'auraient pas encore compris, il existe une barbarie « logique », « compréhensible » et « non condamnable » aux yeux de la presse et des milieux politiques lorsque cette barbarie est commise par des milices alliées de l'OTAN.

Jeter de l'huile sur le feu

Le rôle des médias dans la déstabilisation de ces pays tient une place essentielle car ce sont eux qui légitiment les interventions militaires auprès de l'opinion publique. Les journalistes qui remplissent cette tâche, consciemment ou non, portent donc une lourde responsabilité, malheureusement très rarement reconnue. En effet, s'il arrive assez souvent que les institutions militaires soient critiquées et prises à partie après coup, très rares sont les journalistes visés pour de fausses informations qu'ils auraient relayées ou inventées.

Conscients du fait que ce genre de documentaire jette de l'huile sur le feu et génère des conséquences désastreuses pour les peuples qui en sont victimes, il convient désormais que nous puissions désigner chaque journaliste qui relaie des informations mensongères, chaque rédaction qui diffuse des nouvelles ou des vidéos sans en vérifier l'authenticité, a fortiori lorsqu'il s'agit de vidéos manifestement manipulées.

L'erreur est humaine, mais ces comportements sont des fautes. Chacun doit assumer ses fautes face au public. C'est pourquoi nous demandons à ceux des journalistes qui se sont trompés de reconnaître leurs manquements et de cesser de vouloir décider au nom des autres de ce que doit être leur avenir.

Karbalaqsa

http://www.silviacattori.net/article2441.html

Titre et intertitres / AFI-Flash

Contre-enquête - Première partie:
http://rutube.ru/tracks/5045548.html?v=b09a188ffa65319ca51ab692e2dc8c0a

2ème partie :
http://rutube.ru/tracks/5045707.html?v=5380019e4cb7724fde1cbc21032e9ded

3ème partie :
http://rutube.ru/tracks/5045917.html?v=13bd5b0e55c4f80f5501f6cd83798916

4ème partie :
http://rutube.ru/tracks/5046312.html?v=268c129fa6dd77b7622b0e76c3bb893a

5ème partie :
http://rutube.ru/tracks/5046532.html?v=700079dac50de6b6b5b28d4a0cad1bf9

6ème partie :
http://rutube.ru/tracks/5046205.html?v=fb5bef6b8799c44e980ee27652e43e6f

7ème partie :

http://rutube.ru/tracks/5046252.html?v=e6b7af504877b6bc716f1ce5d55ce889

8ème partie :
http://rutube.ru/tracks/5047874.html?v=e2c1a21288656c5350e8ac6e1838cbf3

Sur le même sujet, lire aussi :

La Syrie, objet de toutes les attaques, par Alain Corvez

http://www.france-irak-actualite.com/article-la-syrie-objet-de-toutes-les-attaques-74534686.html

Affaire Hariri : propagande anti-syrienne sur LCP, par Gilles Munier

http://www.france-irak-actualite.com/article-affaire-hariri-propagande-anti-syrienne-sur-lcp-56420341.html

http://www.france-irak-actualite.com/article-propagande-anti-syrienne-sur-arte-91055479.html

3 décembre

Karbalaqsa (revue de presse : Blog de Silvia Cattori)

- 30/11/11)*

2-3 Karbalaqsa : Syrie : Contre enquête : Le reportage de Sofia Amara mis en question.
Des médias occidentaux et arabes (notamment Al-Jazeera et Al-Arabia téléguidées respectivement par le Qatar et l'Arabie Saoudite) nous ont décrit sans discontinuer l'enfer d'une sanglante répression en Syrie : manifestants pacifiques froidement assassinés, enlèvements, tortures, mutilations de cadavres… dont les autorités syriennes, selon eux, se seraient rendu coupables. Désormais, il est clair que le but de ces accusations mensongères est d'incriminer le président Bashar el-Assad et de préparer l'opinion publique à une intervention étrangère, selon un scénario désormais bien rôdé lors de l'offensive criminelle de l'OTAN et de ses alliés sur la malheureuse Libye.
30 novembre 2011

Alors que j'ai pu en Syrie voir de mes propres yeux un des immenses rassemblements de soutien à Bachar El-Assad, j'ai été extrêmement surpris de la manière tendancieuse avec laquelle les médias français, dans leur grande majorité, rapportaient les faits.

Un reportage m'a particulièrement frappé, car il reprenait et synthétisait toutes les accusations attribuées au gouvernement syrien depuis des mois. Il s'agit du reportage réalisé par la journaliste Sofia Amara, diffusé par la chaîne télévisée ARTE le 11 octobre 2011.

Estimant que le travail de Sofia Amara était totalement subjectif, j'ai décidé de faire une contre enquête. D'où les huit vidéos que je présente ici. Je tiens à préciser que ma démarche critique ne concerne pas uniquement cette journaliste, mais doit être interprétée comme une opposition globale à un système médiatique néfaste, parce qu'orienté et trompeur. Le reportage de Sofia Amara en est une merveilleuse illustration.

Depuis Mars 2011, l'écrasante majorité des manifestations contre Bachar El-Assad ne réunissent que quelques centaines ou quelques milliers de personnes, alors que le peuple syrien descend régulièrement

dans la rue par centaines de milliers, voire par millions, pour exprimer son soutien au Président de la République et dénoncer ce qu'il perçoit comme étant un « complot extérieur ».

Malgré leur supériorité numérique, ces rassemblements ont été à peine relayés dans les médias occidentaux, laissant ainsi le citoyen lambda croire que le gouvernement syrien ne bénéficiait que d'un très faible appui populaire.

Aujourd'hui, alors que la crise syrienne rentre dans son neuvième mois, nous savons de manière certaine que beaucoup d'exactions dénoncées par les journalistes et certaines ONG sont totalement fausses et infondées. Il y a eu de nombreux cas qui ont été montés de toute pièce, comme celui d'Amina Abdallah Araf el-Omari, une blogueuse soi-disant kidnappée ou encore celui de Zaynab Al-Hosni, retrouvée décapitée, démembrée et la peau arrachée selon Amnesty International. Après contre enquête, tous ces cas se sont avérés être de pures inventions.

France 24 est allée jusqu'à diffuser un entretien téléphonique durant lequel une personne présentée comme étant Lamia Chakkour, ambassadrice de Syrie à Paris, annonçait sa démission en signe de protestation contre les violences dans son pays. L'ambassadrice a immédiatement démenti et France 24 s'est trouvée contrainte de porter plainte contre X pour usurpation d'identité !

Toutes ces accusations portées contre le gouvernement syrien ne sont que très rarement prouvées par les médias. Elles proviennent de sources invérifiables, pour la plupart. Cependant le climat qu'elles installent demeure, même quand les accusations s'effondrent. Ce qui est grave, c'est que la fiabilité de ces journalistes qui volontairement ou non trompent l'opinion publique n'en est pas pour autant remise en question.

Il devient de plus en plus évident que l'appareil médiatique dominant a eu et a toujours pour objectif caché de préparer les peuples à accepter des interventions militaires extérieures, comme cela s'est passé pour l'Irak et la Libye.

Après les mensonges au sujet des « armes de destructions massives », l'intervention militaire américaine en Irak a laissé place à huit années de chaos et détruit un pays entier. Et en Libye, la presse si prompte à dénoncer la « barbarie » des forces gouvernementales a clairement révélé son parti pris lors du lynchage sauvage de Kadhafi. Pour ceux qui n'auraient pas encore compris, il existe une barbarie « logique », « compréhensible » et « non condamnable » aux yeux de la presse et des milieux politiques lorsque cette barbarie est commise par des milices alliées de l'OTAN.

Le rôle des médias dans la déstabilisation de ces pays tient une place essentielle car ce sont eux qui légitiment les interventions militaires auprès de l'opinion publique. Les journalistes qui remplissent cette tâche, consciemment ou non, portent donc une lourde responsabilité, malheureusement très rarement reconnue. En effet, s'il arrive assez souvent que les institutions militaires soient critiquées et prises à partie après coup, très rares sont les journalistes visés pour de fausses informations qu'ils auraient relayées ou inventées.

Faut-il attendre un nouveau drame pour réagir ?

Conscients du fait que ce genre de documentaire jette de l'huile sur le feu et génère des conséquences désastreuses pour les peuples qui en sont victimes, il convient désormais que nous puissions désigner chaque journaliste qui relaie des informations mensongères, chaque rédaction qui diffuse des nouvelles ou des vidéos sans en vérifier l'authenticité [1], a fortiori lorsqu'il s'agit de vidéos manifestement manipulées.

L'erreur est humaine, mais ces comportements sont des fautes. Chacun doit assumer ses fautes face au public. C'est pourquoi nous demandons à ceux des journalistes qui se sont trompés de reconnaitre leurs manquements et de cesser de vouloir décider au nom des autres de ce que doit être leur avenir.

Karbalaqsa

Réponse au reportage de Sofia Amara « Syrie, dans l'enfer de la répression », diffusé par la chaîne télévisée ARTE le 11 octobre 2011

8 Vidéos : http://www.silviacattori.net/article2441.html

http://www.silviacattori.net:80/article2441.html

2-4 Thierry Meyssan : Mensonges et vérités sur la Syrie.
Depuis huit mois, les dirigeants occidentaux et certains médias publics font campagne pour une guerre en Syrie. Les accusations d'une extrême gravité qu'ils portent contre Bachar el-Assad intimident ceux qui s'interrogent sur le bien-fondé d'une nouvelle intervention militaire.

Tous ? non, car —avec l'appui du Réseau Voltaire— certains sont venus vérifier sur place et ont pu mesurer l'ampleur de la propagande de l'OTAN. Thierry Meyssan fait le point sur l'état de la guerre médiatique.

Lundi 28 Novembre 2011

En 1999, lors de la guerre du Kosovo, le Réseau Voltaire s'indigna de ce que la France puisse entrer dans le conflit aux côtés de l'OTAN sans vote de l'Assemblée nationale avec la complicité passive des présidents de groupes parlementaires.

Nous considérâmes que le refus du président de la République et du Premier ministre d'organiser un authentique débat augurait de l'opacité avec laquelle cette guerre serait conduite. Aussi, nous prîmes l'initiative de publier un bulletin quotidien sur le conflit. Les sites internet du gouvernement serbe ayant été immédiatement détruits par l'Alliance atlantique, nous ne pouvions avoir accès à la version serbe des événements. À défaut, nous avons souscrit des abonnements aux agences de presse de la région (croate, bosniaque, grecque, chypriote, turc, hongroise etc.). Tout au long du conflit, nous avons présenté chaque jour un résumé de la conférence de presse de l'OTAN à Bruxelles et un résumé du témoignage des journalistes des pays riverains ; des pays ayant parfois de lourds contentieux avec la Serbie, mais dont les gouvernements partageaient entre eux une même narration des événements. Au fur et à mesure du temps qui passait, la version de l'OTAN et celle des journalistes locaux s'écartèrent jusqu'à ne plus avoir aucun point commun. À la fin, il s'agissait de deux histoires radicalement différentes. Nous n'avions aucun moyen de savoir qui mentait et si l'une des deux sources disait vrai. Nos lecteurs avaient l'impression de devenir schizophrènes, d'autant que les médias ouest-européens ne relayaient que la version de l'OTAN et que, par conséquent, nos lecteurs n'étaient confrontés aux deux versions parallèles qu'en nous lisant. Nous avons continué cet exercice de style durant les trois mois de combats. Lorsque les armes se sont tues et que des confrères et des amis ont pu se rendre sur place, ils ont constaté avec stupeur qu'il n'y avait pas eu « de la propagande des deux côtés ». Non : la version de l'OTAN était entièrement fausse, tandis que celle des journalistes locaux était entièrement vraie. Dans les mois qui suivirent, des rapports parlementaires dans plusieurs États membres de l'Alliance établirent les faits. Plusieurs ouvrages parurent sur la méthode mise au point par le conseiller en communication de Tony Blair qui permit à l'OTAN de manipuler la totalité de la presse occidentale : le « story telling ». Il est possible d'intoxiquer la totalité des journalistes occidentaux et de leur masquer les faits, si on leur raconte un conte pour enfants, à la condition de ne jamais interrompre la narration, de la charger de références réveillant de lointaines émotions, et de lui conserver sa cohérence.
Je n'avais pas eu le réflexe de courir en Serbie avant la guerre et je n'ai pas pu le faire lorsque les armes parlèrent. Par contre, ami lecteur, je suis aujourd'hui en Syrie où j'ai pris le temps d'enquêter et où

j'écris cet article. C'est en pleine connaissance de cause que je peux affirmer que la propagande de l'OTAN est aujourd'hui en action à propos de la Syrie comme elle le fut à propos de la Serbie. L'Alliance a commencé à raconter une histoire déconnectée de la réalité, dont le but est de justifier une « intervention militaire humanitaire », selon l'oxymore blairien. Le parallèle s'arrête là : Slobodan Milosevic était un criminel de guerre que l'on cherchait à présenter comme un criminel contre l'humanité pour pouvoir dépecer son pays ; Bachar el-Assad est un résistant à l'impérialisme et au sionisme qui a soutenu le Hezbollah lorsque le Liban était attaqué et soutient le Hamas et le Jihad islamique dans leur quête pour la libération de la patrie palestinienne.

Quatre mensonges de l'OTAN

1. Selon l'OTAN et ses alliés du Golfe, des manifestations de masse auraient lieu depuis huit mois en Syrie pour réclamer plus de libertés et le départ du président Bachar el-Assad.
C'est faux. Il y a bien eu, dans quelques villes des manifestations contre le président Bachar el-Assad à l'appel de prédicateurs saoudiens et égyptiens s'exprimant sur Al-Jazeera, mais elles n'ont rassemblé au total, au grand maximum, que 100 000 personnes. Elles ne réclamaient pas plus de libertés, mais l'instauration d'un régime islamique. Elles exigeaient le départ du président el-Assad, non pas à cause de sa politique, mais parce que ces manifestants se réclament d'un courant sectaire du sunnisme, le takfirisme, et accusent Bachar el-Assad d'être un hérétique (il est alaouite) usurpant le pouvoir dans un pays musulman qui, selon eux, ne peut être gouverné légitimement que par un sunnite de leur école théologique.
2. Selon l'OTAN et ses alliés du Golfe, le « régime » aurait répondu en dispersant les foules par des tirs à balles réelles, faisant au moins 3 500 morts depuis le début de l'année.
C'est faux. D'abord, il ne peut pas y avoir de répression de manifestations qui n'ont pas existé. Ensuite, dès le début des événements, les autorités ont compris que l'on cherchait à provoquer des affrontements confessionnels dans un pays où la laïcité est la colonne vertébrale de l'État depuis le VIIIe siècle. Le président Bachar el-Assad a donc interdit aux forces de sécurité, polices et armée, de faire usage d'armes à feu dans toute circonstance où des civils pourraient être blessés. Il s'agit d'empêcher que des blessés, voire des morts, de telle ou telle confession, soient instrumentés pour justifier une guerre de religion. Cette interdiction est respectée par les forces de sécurité au péril de leur vie, comme nous le verrons plus loin. Quant aux morts, ils sont moitié moins nombreux. La plupart ne sont pas des civils, mais des soldats et des policiers, ainsi que j'ai pu le constater en visitant des hôpitaux et morgues civils et militaires.
3. Après que nous ayons réussi à briser le mur du silence et à obtenir que de grands médias occidentaux rapportent la présence en Syrie d'escadrons de la mort venus de l'étranger, tendant des embuscades contre l'armée, et assassinant des civils au cœur des villes, l'OTAN et ses alliés du Golfe ont communiqué sur la présence d'une armée de déserteurs. Selon eux, des militaires (mais pas de policiers) qui auraient reçu l'ordre de tirer sur la foule se seraient rebellés. Ils auraient pris le maquis et constitué l'Armée syrienne libre, déjà forte de 1 500 hommes.
C'est faux. Les déserteurs ne sont que quelques dizaines, ayant fui en Turquie où ils sont encadrés par un officier du clan Rifaat el-Assad/Abdel Hakim Khaddam publiquement lié à la CIA. Il y a par contre de plus en plus d'insoumis, de jeunes gens qui refusent de faire leur service militaire, souvent plus sous la pression de leur famille que par décision personnelle. En effet, les militaires qui se trouvent pris dans une embuscade n'ont pas le droit de faire usage de leurs armes à feu pour se défendre si des civils se trouvent sur les lieux. Ils doivent donc faire le sacrifice de leur vie s'ils ne parviennent pas à fuir.
4. Selon l'OTAN et ses alliés du Golfe, le cycle révolution/répression aurait laissé la place à un début de « guerre civile ». 1,5 million de Syriens, pris au piège, souffriraient de la faim. Il conviendrait donc d'organiser des « couloirs humanitaires » pour acheminer une aide alimentaire et permettre aux civils qui le souhaitent de fuir les zones de combat.
C'est faux. Au regard du nombre et de la cruauté des attaques par les escadrons de la mort venus de l'étranger, les déplacements de population sont peu nombreux. La Syrie est autosuffisante en matière agricole et la production n'a pas baissé de manière significative. Par contre, la plupart des embuscades ayant lieu sur les grands axes routiers, ceux-ci sont fréquemment interrompus. En outre, lorsque des attaques ont lieu au centre des villes, les commerçants ferment immédiatement leurs boutiques. Il en

résulte de graves problèmes de distribution, y compris en matière d'alimentation. Le fond du problème est ailleurs : les sanctions économiques ont provoqué un désastre. Alors que la Syrie avait au cours de la décennie une croissance de l'ordre de 5 % par an, elle ne peut plus vendre ses hydrocarbures en Europe occidentale tandis que son industrie touristique est sinistrée. Beaucoup de gens ont perdu leur emploi et leurs revenus. Ils font des économies sur tout. Le gouvernement les prend en charge et procède à des distributions gratuites de mazout (pour le chauffage) et de nourriture. Dans ces conditions, il conviendrait plutôt de dire que si le gouvernement el-Assad n'intervenait pas, 1,5 million de Syriens souffriraient de malnutrition du fait des sanctions occidentales.
En définitive, alors que nous n'en sommes au stade que de la guerre non conventionnelle, avec l'envoi de mercenaires et de forces spéciales pour déstabiliser le pays, la narration par l'OTAN et ses alliés du Golfe s'est déjà considérablement éloignée de la réalité. Ce fossé va se creuser de plus en plus.
Pour ce qui vous concerne, ami lecteur, vous n'avez aucune raison de me croire plus que l'OTAN, n'étant pas vous-même sur place. Vous avez cependant plusieurs éléments qui devraient vous mettre la puce à l'oreille.

Quatre évidences soigneusement cachées par l'OTAN

1. On pourrait croire que les imputations sur la prétendue répression et sur le nombre de victimes ont été soigneusement vérifiées. Pas du tout. Elles ne proviennent que d'une seule et même source : l'Observatoire syrien des Droits de l'homme, basé à Londres, dont les responsables requièrent l'anonymat. Que valent des accusations de cette gravité si elles ne sont pas recoupées et pourquoi des institutions comme le Haut-Commissariat des Droits de l'homme de l'ONU les reprennent-elles sans les vérifier ?
2. La Russie et la Chine ont opposé leur veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité ouvrant la voie à une intervention militaire internationale. Les responsables politiques de l'OTAN nous expliquent, désolés, que les Russes protègent leur base navale militaire de Tartous et que les Chinois feraient n'importe quoi pour racler quelques barils de pétrole. Devons-nous accepter l'idée manichéenne que Washington, Londres et Paris sont guidés par de bons sentiments tandis que Moscou et Pékin seraient essentiellement égoïstes et insensibles au martyre d'un peuple ? Comment ne pas remarquer que la Russie et la Chine ont bien moins d'intérêt à défendre la Syrie que les Occidentaux n'en ont à la détruire ?
3. Il y a une certaine étrangeté à observer la coalition des États soi-disant bien intentionnés. Comment ne pas remarquer que les deux principaux contributeurs de la Ligue arabe et promoteurs de la « démocratisation » de la Syrie, l'Arabie saoudite et le Qatar, sont des dictatures vassales des États-Unis et du Royaume-Uni ? Comment ne pas se demander si les Occidentaux —qui viennent de détruire successivement l'Afghanistan, l'Irak et la Libye, tuant plus de 1,2 million de personnes en dix ans et montrant le peu de cas qu'ils font de la vie humaine— sont bien crédibles en brandissant l'étendard humanitaire ?
4. Surtout, pour ne pas se laisser manipuler à propos des événements en Syrie, il convient de les replacer dans leur contexte. Pour l'OTAN et ses alliés du Golfe —dont les armées ont envahi le Yémen et le Bahrein pour y écraser les manifestations dans le sang—, la « révolution syrienne » est le prolongement du « printemps arabe » : les peuples de la région aspirent à la démocratie de marché et au confort de l'American Way of Life. Au contraire, pour les Russes et les Chinois, comme pour les Vénézuéliens ou les Sud-Africains, les événements de Syrie sont la continuation du « remodelage du Moyen-Orient élargi » annoncé par Washington qui a déjà fait 1,2 million de morts et que toute personne soucieuse de la vie humaine se doit d'arrêter. Ils se souviennent que le 15 septembre 2001, le président George W. Bush programma sept guerres. La préparation de l'attaque de la Syrie débuta officiellement le 12 décembre 2003 avec le vote du Syrian Accountability Act dans la foulée de la chute de Bagdad. Depuis ce jour, le président des États-Unis —aujourd'hui Barack Obama— a pour ordre du Congrès d'attaquer la Syrie et est dispensé de venir devant les assemblées pour ouvrir le feu. Dès lors, la question n'est pas de savoir si l'OTAN a trouvé une divine justification pour entrer en guerre, mais si la Syrie trouvera un moyen de se sortir de cette situation comme elle est parvenue à échapper à toutes les accusations diffamatoires et à

tous les pièges précédents, tel que l'assassinat de Rafik Hariri ou le raid israélien contre une imaginaire centrale nucléaire militaire.

Des médias mainstream occidentaux témoignent

Au terme de cet article, je voudrais vous indiquer, ami lecteur, que le Réseau Voltaire a facilité un voyage de presse organisé à l'initiative du Centre catholique d'information des chrétiens d'Orient, dans le cadre de l'ouverture aux médias occidentaux annoncée par le président el-Assad à la Ligue arabe. Nous avons aidé des journalistes mainstream à voyager dans les zones de combat. Nos collègues ont d'abord mal vécu notre présence à leurs côtés, à la fois parce qu'ils avaient un a priori négatif à notre égard et parce qu'ils pensaient que nous cherchions à leur bourrer le crâne. Par la suite, ils ont pu constater que nous sommes des gens normaux et que le fait de choisir notre camp ne nous a pas fait renoncer à notre esprit critique. En définitive, bien qu'ils soient intimement persuadés de la bienveillance de l'OTAN et ne partagent pas notre engagement anti-impérialiste, ils ont vu et entendu la réalité. Avec honnêteté, ils ont restitué dans leurs reportages l'action des bandes armées qui terrorisent le pays. Certes, ils se sont abstenus de contredire ouvertement la version atlantique et ont essayé de concilier ce qu'ils avaient vu et entendu avec elle, ce qui les a parfois conduits à des contorsions autour du concept de « guerre civile » opposant l'armée syrienne à des mercenaires étrangers. Quoi qu'il en soit, les reportages de la Radio Télévision Belge (RTBF) ou de La Libre Belgique, pour ne citer qu'eux, montrent que, depuis huit mois, l'OTAN masque l'action des escadrons de la mort et impute mensongèrement leurs crimes aux autorités syriennes.

Thierry Meyssan

Lundi 28 Novembre 2011

Réseau Voltaire

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19